**Hausse du prix du carburant : Une mesure préjudiciable et inappropriée**

Sans que le prix du baril du pétrole sur le marché mondial ne soit en hausse, le gouvernement guinéen a décidé depuis dimanche 16 octobre 2011 de revoir à la hausse le prix du litre d’essence et de gasoil à la pompe de 7500 Fg à 9500 fg (de 78 centimes à 1 euro. Soit une hausse de 27%).

Pour justifier  la décision d’augmenter le prix des produits pétroliers les autorités guinéennes avancent deux (2) raisons majeures :

**1°**-Alléger le fardeau de la dette (plus de 2 milliards de dollars américains, près de 1,45 milliard d'euros. 75 % du PIB en tout) en vue de bénéficier de l’initiative Pays Pauvres Très Endettés pour remettre à flot l’économie nationale. Qu’en est-il vraiment ?

**2°**- Mettre fin aux subventions onéreuses (environ 1024 milliards de francs guinéens par mois, un peu plus de 11 millions d'euros) du carburant et/ou pour éviter son exportation incontrôlée et frauduleuse hors des frontières nationales. Est-ce irréfragable ?

**1°- La Guinée et l’Initiative Pays Pauvres Très Endettés (IPPTE)**

A l’issue de la victoire à la Pyrrhus d’AC à la présidentielle de novembre 2010, les Institutions Financières Internationales **-**IFI**-** (FMI et Banque Mondiale) ont entrepris de reprendre leurs relations avec la Guinée interrompues depuis le coup d’Etat de Moussa Dadis Camara et du CNDD en décembre 2008. Courant Février –Mars 2011 une délégation conjointe du FMI-Banque mondiale se rendit en Guinée pour examiner les conditions de reprise des programmes de financement avec le pays.

L’apurement de la dette extérieure étant un préalable obligatoire à la mise en application de l’IPPTE et des programmes de financement des IFI, il s’avéra que la Guinée n’était pas apte .Les IFI décidèrent alors de reporter l’examen du dossier en juin 2011.

En 2000, la Guinée avait atteint le point de décision de l’IPPE, mais l’irruption de la junte militaire au pouvoir en décembre 2008 entrava l’initiative.

En juin 2011, la stratégie conjointe définie au printemps, envisageant l’atteinte du point d’achèvement de l’IPPTE en avril/mai 2012 s’est trouvée remise en cause, avec la perception par la Guinée des 700 MUS D du contrat minier avec Rio Tinto.

Une nouvelle mission des IFI s’est à nouveau rendue à Conakry en août 2011, après celle en début d’année 2011, dans le cadre des préparatifs des assises plénières d’autonome à Washington.

**1°-1 Qu'est-ce que c’est l'Initiative PTTE?**

L’IPPTE a été adoptée pour la première fois en 1996 .Elle a pour objectif de ramener la dette des pays du tiers-monde très endettés à un niveau jugé ‘’viable’’ auquel ces pays concernés pourraient en assurer le service. En 1999, afin d’assouplir les conditionnalités à satisfaire, notamment en ce qui est concerne les programmes d’ajustement structurel du FMI et de la Banque Mondiale, l’IPPTE II fut adoptée. Les démarches à suivre pour élaborer conjointement les documents de stratégie nationale de lutte contre la pauvreté avec la Banque mondiale fut également simplifiée.

Pour être bénéficiaire de l’IPPTE, un pays se doit d’avoir un ratio dette/exportations inférieur ou égal à 150 %. Si c’est le ratio dette/revenu qui est pris en compte, celui-ci ne doit en aucun cas dépasser 250%. Ainsi, un pays qui aurait un ratio dette/exportations en dessous de 150%, tirerait assez de recettes de ses exportations, selon la Banque Mondiale, pour pouvoir tenir ses engagements envers ses créanciers. Si tel est le cas, on pourrait donc dire, en accord avec les critères de la Banque Mondiale, que la dette de ce pays est ‘’viable’’…

**1°-2 L’IPPTE : Une initiative très contestée**

Pour Jubilee Plus basé à Londres et d’autres groupes altermondialistes (Comité pour l’annulation de la dette du tiers-monde par exemple) favorables à la surpression de la dette des pays du tiers monde, l’IPPTE est une initiative "sans issue" et la viabilité de la dette à long terme un "mirage". Car, selon eux les critères des ratios dette/exportations et dette/ recettes utilisés par la banque mondiale sont assez contraignants et réducteurs, ne tenant pas en compte des investissements vitaux des pays les plus pauvres, telles les dépenses sociales et d’équipement.

M. **Jacob Kolster**, responsable de la cellule PPTE à la Banque mondiale affirme : « Eu égard à la viabilité à long terme ... ce que l'Initiative PPTE vise à réaliser, c'est de donner aux pays concernés des chances de poursuivre leurs activités et de maintenir un endettement viable à terme.»

Le FMI et la Banque Mondiale ont tout de même reconnu que si l'Initiative PPTE est à même de réduire considérablement la dette extérieure d’un pays, la « viabilité de la dette à long terme ne peut être assurée que si les causes fondamentales de l'endettement sont surmontées ». Ce qui n’est donc pas le cas de la Guinée avec une économie essentiellement extravertie, alimentée par les subsides des dons et quasiment improductive en termes de biens et de services, facteurs clés de l’autonomie financière et du développement d’un pays.

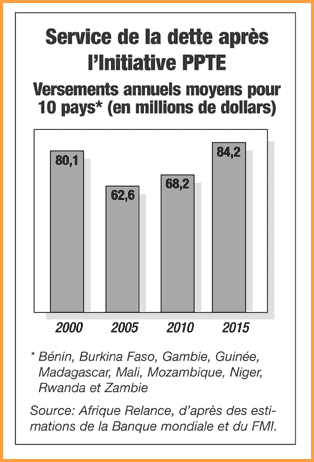
L’état réel de l’économie guinéenne : une inflation supérieure à 20%, un endettement représentant 75% du PIB et un taux de croissance annuel très erratique inferieur en moyenne à 2%, combinée à l’absence de vraies reformes en vue et la cacophonie sociopolitique du pays n’augurent en rien que cette tendance peu enviable puisse s’inverser à moyen **-**terme.

**1°-3 La Guinée renouera-t-elle avec la croissance après l’adoption de l’initiative PPTE ?**

L’I PPTE n’immunisera en aucun cas la Guinée du fardeau de la dette. Déjà, le coût de celle-ci à court-moyen terme sur l’horizon 2015 , excepté pour de rares pays africains comme Sao Tomé et Principe (de 3.3 à 2.8 MUSD en 2015) et la Zambie ( en baisse prévue de 135 MUSD à 109 MUSD en 2015) est en constante augmentation pour la Guinée ainsi que d’autres pays africains à l’image de Madagascar, de la Tanzanie , du Niger , du Benin , du Burkina-Faso, etc. D’après les estimations des institutions de Bretton Woods :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Estimations du service de la dette de 17 pays africains (en millions de dollars)** | | | | |
|  | 2000 | 2005 | 2010 | 2015 |
| Bénin | 62,5 | 36,9 | 43,9 | 72,8 |
| Burkina Faso | 33,8 | 41,5 | 54,7 | 83,2 |
| Cameroun | 312 | 347 | 375 | n.d. |
| Gambie | 19,6 | 9,8 | 18,7 | 23,4 |
| Guinée | 140 | 88 | 96 | 111 |
| Guinée-Bissau | 15 | 4 | 11 | n.d. |
| Madagascar | 104,5 | 81,6 | 119,5 | 156,2 |
| Malawi | n.d. | 47,1 | 55 | 85,9 |
| Mali | 88 | 66 | 76 | 125 |
| Mauritanie | 87,4 | 43,3 | n.d. | 47,3 |
| Mozambique | 50 | 60 | 97 | 98 |
| Niger | 93,5 | 29 | 26,4 | 35,4 |
| Rwanda | 39,6 | 11,1 | 14,7 | 27,7 |
| Sao Tomé-et-Príncipe | n.d. | 1 | 3,3 | 2,8 |
| Sénégal | 184,9 | 136,1 | n.d. | n.d. |
| Tanzanie | 153,8 | 158,2 | n.d. | 258 |
| Zambie | 169 | 202 | 135 | 109 |
| Source : Banque mondiale, FMI | | | | |

Et quoiqu’il arrive, même après l’adoption de l’IPPTE, pour la Guinée et ses homologues africains, le service de la dette restera maintenu et la facture s’alourdira même à long –terme d’après l’étude conjointe ci-dessous de la Banque Mondiale et du FMI :



Ainsi en 2015, la Guinée et 9 autres pays africains devront s’acquitter de 84.2 MUSD en moyenne au titre du service de la dette. Soit une augmentation de 23.46% en 5 ans entre 2010et 2015. Et tout indique, compte tenu de la situation macroéconomique moins performante, que la dynamique de la dette et ses corollaires perdureront à plus ou moins long-terme pour ces pays africains là et la Guinée.

**2°**- **Prix du pétrole  en Guinée : Mécanismes de fixation, subventions et les autres postes dispendieux du budget**

Pour ce qui est de la fixation des prix des produits pétroliers en Guinée « un décret de 2006 a institué une formule de fixation des prix internes des carburants :

 le prix intérieur devait être égal au coût majoré d’une marge (« coût au détail ») et se référer aux éléments suivants: le prix à l’importation (FOB) en dollars ; le coût, l’assurance et le fret ; le taux de change du marché ; les marges fixes (en GNF) des grossistes et des distributeurs ; les taxes et les droits de douane; et

 Ce prix devait être ajusté mensuellement dès qu’il s’écarterait de plus de 5 pour cent du coût au détail.

Au départ, les gains ou les pertes résultant de la différence entre le prix à la pompe et le coût au détail ont été imputés à un compte arrondi en tant qu’avoirs ou engagements conditionnels de l’État. On s’attendait en effet à ce que les pertes et les gains cumulés se compensent au fil du temps. Toutefois, l’ajustement du prix interne n’ayant pas toujours été effectué, il a pris du retard sur les conditions du marché. Comme le gouvernement n’a pas apuré périodiquement l’engagement résultant de cet état de fait, il s’en est suivi un affaiblissement de la situation financière des compagnies pétrolières et un risque de rupture de l’approvisionnement en carburant. Á partir du début de 2007, les pouvoirs publics ont décidé de compenser l’écart entre coût au détail et prix à la pompe en ajustant la perception des impôts et des droits de douane. » Source : Rapport du FMI No. 11/251 Juillet 2011.

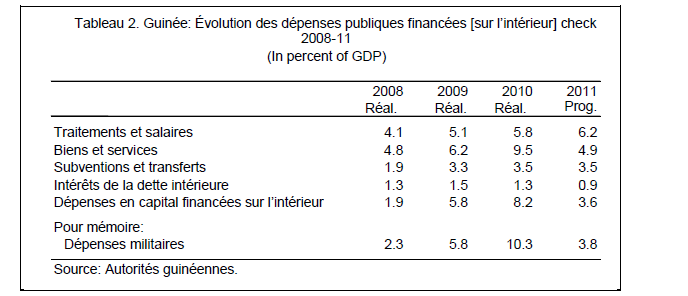
L’Etat guinéen engloutirait par mois pour près de 1024 milliards de francs guinéens, 11.8 millions d’euros en subvention du pétrole importé pour la consommation nationale. Ce qui ne représente que 0.08 % environ de la dette publique totale. Il n’empêche que d’autres variables, plus urgentes à ajuster, des dépenses de l’Etat existent,  qui pourraient faire réaliser au pays d’importantes économies se chiffrant en millions de dollar au même titre voire plus que les subventions en carburant. Il s’agit, selon nous, principalement de dépenses publiques en trop dont on pourrait se passer, que génèrent certains postes très dispendieux du budget national:

-Le dégraissement des effectifs de la fonction publique la plus pléthorique jamais vue de l’histoire du pays

-La réduction du train de vie de l’Etat : Les multiples prérogatives cossues et autres avantages en nature de toute sortes qui grèvent le budget de l’Etat. Le manque de données chiffrées fiables interdit de se hasarder dans des conjectures.

- La réduction des effectifs (50.000 hommes vraisemblablement alors que 14.000 suffiraient) et des dépenses publiques de l’armée à des niveaux raisonnables. Armée guinéenne qui, on le sait, en plus d’être quasiment improductive (en termes de valeur ajoutée sa part au PIB est presque nulle) est ethnique, clanique et plus prompte à réprimer les citoyens, son souffre-douleur tout trouvé, qu’à sauvegarder l’intérêt républicain.

Le document ci-dessous émanant des autorités guinéennes permet de se faire une certaine idée de la répartition des postes du budget national. N’étant pas possible de vérifier les informations compte tenue du caractère illisible du fonctionnement de l’administration en Guinée et de l’absence d’organismes fiables de collecte de données, il est recommandé de les manipuler avec précaution. Juste pour illustrer nos propos : concrètement rien ne démontre par exemple qu’en 2011 les dépenses militaires aient baissé par rapport à 2010 (10.3% du PIB alors) comme le soutiennent ici les autorités guinéennes :



subventionnerait le

.

Bien évidemment, les conséquences de cette augmentation des produits pétroliers sont désastreuses pour le niveau de vie des populations guinéennes concernées en premier, en plus d’être éprouvées par une longue conjoncture économique.

L’enjeu de l’impopulaire mesure est aussi de taille sur le plan politique pour le gouvernement dont le bilan en 10 mois de gestion est assez peu maigre par rapport aux énormes attentes qu’il a suscitées. Et risque fort de faire douter jusque dans le camp de la mouvance présidentielle même les ultras sur la capacité de l’administration AC à tirer la Guinée d’affaire.

Les variations à la hausse ou la baisse des prix sont un facteur inhérent à l’économie mais le drame est qu’elles ne vont pas de pair en Guinée avec de réelles mesures d’accompagnement en cas de hausse (augmentation des salaires, indemnisations des frais de transports, facilités des moyens de déplacement, réduction des barrages et des tracasseries administratives entre autres).

Sans forcement s’en apercevoir, AC est sur le point de se faire harakiri lui-même. Comme le faisait remarquer **Gandhi**, ce gouvernement est entrain de creuser sa propre tombe…Et ce, probablement pour le grand bien de la Guinée.

**Oury Baldé**